

ENTRAVES À LA DÉMOCRATIE : DÉMAGOGIE ET CORRUPTION

Avant-propos

Réunies dans un premier recueil publié en septembre 2002, sous le titre de *Libertés publiques : les leçons d'une crise*, les déclarations du SeFaFi - Observatoire de la Vie Publique témoignent des signes avant-coureurs d'une crise annoncée. Face à l'arbitraire du pouvoir, le SeFaFi avait focalisé son attention et ses analyses sur les multiples atteintes aux libertés publiques : liberté d'opinion et de presse, liberté de réunion et de manifestation, liberté de voter et d'être élu.

2003 fut alors la première année de plein exercice d'un pouvoir totalement maître des institutions, pleinement libre de ses décisions politiques et sociales, entièrement responsable de ses choix économiques. Après des années d'idéologie (socialiste puis libérale), et de démagogie (populiste puis technocratique), le temps semblait venu du pragmatisme et de la sincérité, de l'efficacité et de la transparence, de la démocratie et du développement. L'année s'acheva dans la désillusion, dont rendent compte les prises de position du SeFaFi.

Comme par le passé, la volonté de puissance s'empara du parti dominant, qui fit en sorte que tous les leviers du pouvoir passent sous son contrôle ; la représentativité d'une partie des élus, nationaux et locaux, en reste durablement entachée. Comme par le passé, les dirigeants entretiennent avec les forces armées des relations ambiguës et ruineuses pour les finances publiques ; les promotions d'officiers supérieurs continuent à tour de bras, et comme l'armée n'offre que peu de débouchés, ils parasitent la fonction publique et les emplois d'Etat. Comme par le passé, les opinions divergentes dérangent ; et les manifestations sont bridées.

Sous la pression des institutions de Bretton Woods et des bailleurs de fonds, les slogans de *la bonne gouvernance* et de *l'Etat de droit* ne sauraient aller sans un fort tapage médiatique sur la lutte contre la corruption. Pour que celle-ci ne dégénère pas en mascarade, mais devienne un instrument efficace de démocratisation, le SeFaFi s'est impliqué à trois reprises : pour signaler qu'il convient au préalable de rendre opérationnels les nombreux organismes publics de contrôle ; pour rappeler que la corruption doit d'abord être neutralisée à sa source, notamment par une juste rémunération des agents de l'Etat ; et pour que ne soit pas oubliée la population des campagnes, première victime de cette corruption.

Toutes ces interventions ont une double ambition : alerter les responsables politiques sur des réalités dont l'exercice du pouvoir risque de les éloigner. Et encourager à société civile à s'unir dans des actions lucides et ciblées, les seules qui puissent aboutir...